

PETITE entreprise

HIVER 1999

Industry Canada
Library - Queen

JAN 20 1999

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Grandes tendances

■ Près de 277 000 emplois nets ont été créés dans l'économie canadienne entre le deuxième trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998. Il s'agit d'une progression inférieure à celle de l'année précédente à la même période, alors que plus de 314 000 emplois nets avaient été créés.

■ La marge bénéficiaire des grandes entreprises a continué de diminuer, poursuivant ainsi une tendance à la baisse amorcée au cours du deuxième trimestre de 1997; celle des moyennes entreprises a aussi accusé une légère baisse, renversant ainsi une tendance à la hausse.

■ L'optimisme des moyennes et des grandes entreprises de fabrication quant à leurs perspectives financières pour le quatrième trimestre de 1998 a augmenté, tandis que celui des petites entreprises a diminué.

■ Le volume des prêts de valeur moyenne (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars) n'a guère fluctué durant le deuxième trimestre de 1998; toutefois, celui des prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis aux entreprises a chuté de 4 % par rapport au premier trimestre.

■ Le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de 16 000 en octobre 1998. Cette sixième hausse enregistrée en sept mois porte à 116 000 l'augmentation totale nette du nombre de travailleurs indépendants depuis avril. Le pays comptait 2 592 900 travailleurs indépendants en octobre 1998.

■ Le nombre de faillites a reculé de 2 886 au premier trimestre de 1998 à 2 715 au deuxième trimestre, soit une diminution de près de 6 %. Il s'agit d'une baisse de 16 % par rapport à l'année précédente.

LA CAGE DE VERRE : HISTOIRE DU PASSÉ?

Les femmes entrepreneurs et l'économie du savoir

Cette analyse repose sur les données du recensement de 1991 et de 1996. Il convient de signaler que les chiffres sur le travail indépendant fondés sur le recensement sont moins élevés que ceux provenant de l'Enquête sur la population active.

L'augmentation du nombre de travailleuses indépendantes a été l'un des éléments moteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat au Canada ces dernières années. En général, ces entrepreneures sont plus jeunes et plus instruites et elles tirent parti des débouchés dans l'économie du savoir de façon plus énergique que par le passé.

Essentiellement, les femmes sont plus nombreuses à opter pour le travail indépendant de préférence aux autres options en matière d'emploi. D'après les données du recensement, le nombre de travailleuses indépendantes a augmenté de 44,3 % entre 1991 et 1996 (comparativement à une augmentation de 20,0 % du nombre de travailleurs indépendants). Il s'agit d'une progression nette de 190 780 travailleuses indépendantes (contre une augmentation de 211 265 travailleurs indépendants). En 1996, on comptait 2 266 600 travailleurs indépendants des deux sexes. Leur nombre a augmenté dans toutes les provinces du pays, particulièrement en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec et dans les provinces de

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	3
Rentabilité des entreprises	3
Situation des entreprises	4
Prêts aux entreprises	5
Travail indépendant	5
Faillites commerciales	6
Faits nouveaux	6
Coup d'œil sur l'économie	7
Le commerce électronique : innombrables débouchés pour les PME	8



(suite de la page 1)

l'Atlantique, où davantage de femmes que d'hommes ont opté pour le travail indépendant entre 1991 et 1996. À l'échelle internationale, le Canada devance tous les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), y compris les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Norvège et la Suède, quant à la proportion de travailleuses indépendantes au sein de l'ensemble des travailleurs indépendants non constitués en société.

Pour exploiter les possibilités inhérentes à l'économie du savoir, les femmes ont accru leurs activités d'entrepreneuriat dans des industries où elles étaient traditionnellement peu représentées : services aux entreprises

(par exemple, architecture, génie, droit et comptabilité), transport, fabrication et construction (figure A). On a également observé une augmentation du nombre de professionnelles de la santé (par exemple, optométristes, médecins et dentistes) dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Si les femmes optent de plus en plus pour le travail indépendant, c'est sensiblement pour les mêmes raisons que les hommes. Les raisons mentionnées le plus souvent par les répondants des deux sexes sont l'indépendance et l'existence antérieure d'une entreprise familiale; l'impossibilité de trouver un autre emploi a aussi été fréquemment invoquée. Toutefois, la souplesse accrue de l'horaire de travail et la possibilité de travailler à domicile sont les raisons mentionnées le plus souvent par les femmes. Les nouvelles technologies ont donné aux femmes la possibilité de travailler à domicile dans plusieurs domaines, dont celui des services axés sur le savoir. Combiné au fait que la baisse du prix des ordinateurs et de la technologie connexe a réduit le coût d'exploitation d'un bureau à domicile, cet état de choses a contribué à une augmentation notable de la proportion de travailleuses indépendantes à domicile (40,9 % entre 1991 et 1996 pour toutes les femmes, tandis que le pourcentage d'hommes travaillant à domicile a diminué de 1,0 % durant la même période).

Bon nombre de femmes d'affaires sont des immigrantes. Leur nombre a augmenté de 42,6 % entre 1991 et 1996, soit une progression comparable à celle du nombre total des entrepreneures (44,3 % pour la même période).

On assiste par ailleurs à une évolution du profil des entrepreneures. La proportion de femmes d'affaires ayant fait des études universitaires a augmenté de 70,0 % entre 1991 et 1996 (contre seulement 33,9 % dans le cas de leurs homologues masculins). Cette situation découle en partie du fait que la croissance du nombre de femmes d'affaires est principalement attribuable aux femmes de moins de 30 ans. En effet, sur l'ensemble des personnes de moins de 30 ans qui sont devenues travailleurs indépendants entre 1991 et 1996, les quatre cinquièmes étaient des femmes.

Figure A : Proportion de travailleuses indépendantes selon l'industrie, de 1991 à 1996



* Inclut les services publics.

** Inclut la location, notamment par crédit-bail, de matériel et d'outillage, les services de photographie ainsi que les services portant sur les immeubles et les voyages.

Source : Recensements du Canada de 1991 et 1996, Statistique Canada.

Pour obtenir un exemplaire du rapport intégral intitulé *La cage de verre : histoire du passé?*, adressez-vous à la Direction générale de l'analyse microéconomique d'Industrie Canada, à Ottawa, au (613) 954-3487.

CRÉATION d'emplois

Près de 277 000 emplois nets ont été créés dans l'économie canadienne entre le deuxième trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 1998. Il s'agit d'une progression inférieure à celle de l'année précédente à la même période, alors que plus de 314 000 emplois nets avaient été créés. Les grandes entreprises, auxquelles on attribue une part croissante de la création d'emplois depuis un an, ont généré à 152 739 emplois nets, ce qui représente 55 % des emplois créés au deuxième trimestre.

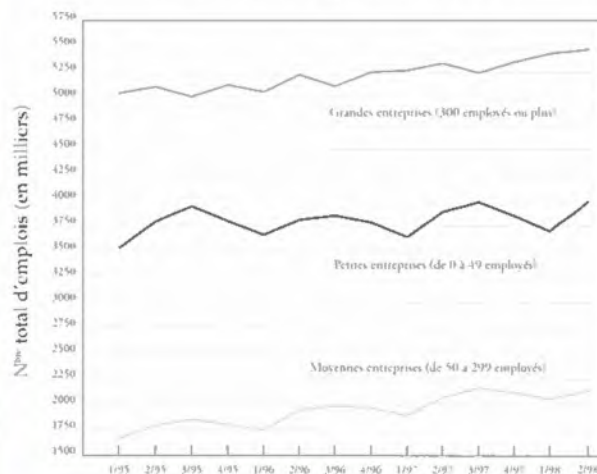
La figure 1 illustre la variation de l'emploi d'un trimestre à l'autre selon la taille des entreprises (sans compter les travailleurs indépendants). Les entreprises de toutes tailles ont affiché une augmentation nette entre le premier trimestre de 1997 et le deuxième trimestre de 1998. Les petites entreprises (moins de 50 employés) ont créé 53 557 emplois nets, soit 19,3 % du nombre total, comparativement à 70 700, soit 25,5 %, pour les moyennes entreprises (de 50 à 300 employés) et à 152 739, soit 55,1 %, pour les grandes (plus de 300 employés).

Durant le deuxième trimestre de 1998, la plupart des emplois ont été créés dans le secteur des services (39,0 %). Le secteur de la fabrication arrive au deuxième rang (27,5 %), suivi de ceux de la construction (11,4 %) et du commerce (11,3 %). La création d'emplois dans le secteur des services est principalement attribuable aux grandes entreprises (65,6 %), les petites et moyennes entreprises (PME) générant le reste. Les PME sont responsables de 48 % de la création d'emplois dans le secteur de la fabrication; elles ont créé la majorité des emplois dans celui de la construction (72,2 %).

RENTABILITÉ des entreprises

La marge bénéficiaire des grandes entreprises (recettes annuelles supérieures à 25 millions de dollars) a continué de reculer, poursuivant ainsi une tendance à la baisse

Figure 1 : Nombre d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries (par trimestre)



Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, Statistique Canada.

Figure 2 : Tendances — Rentabilité des entreprises (par trimestre) (Nombre total des industries non financières)



Source : Statistique Canada.

amorcée au deuxième trimestre de 1997. Au deuxième trimestre de 1998, la marge bénéficiaire des moyennes entreprises (recettes annuelles se situant entre 5 millions et 25 millions de dollars) a aussi accusé une légère baisse par rapport au premier trimestre de 1998, reculant de 8,4 à 7,9 %. Il s'agit du premier fléchissement en plus d'un an.

La figure 2 compare la marge bénéficiaire des moyennes entreprises avec celle des grandes entreprises pour chaque trimestre depuis 1990.



SITUATION des entreprises

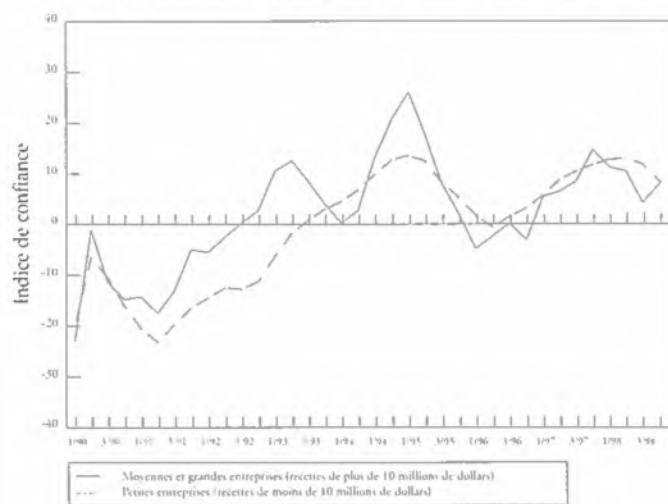
Selon l'Enquête sur la situation des entreprises publiée par Statistique Canada en octobre 1998, l'optimisme des moyennes et des grandes entreprises de fabrication quant à leurs perspectives financières pour le quatrième trimestre de 1998 a augmenté. En revanche, celui des petites entreprises a diminué après deux années de progression constante (figure 3).

D'après une moyenne mobile pour quatre trimestres, les moyennes et les grandes entreprises de fabrication prévoyaient d'accroître leur production au cours des trois prochains mois. En outre, les entreprises de ces deux catégories avaient l'intention d'accroître leur effectif pendant cette période.

Toujours selon l'enquête, 6 % des petits fabricants ont indiqué que le manque de fonds de roulement continuait de poser problème, tandis que 2 % des moyennes et des grandes entreprises de fabrication ont signalé des problèmes à cet égard (figure 4).

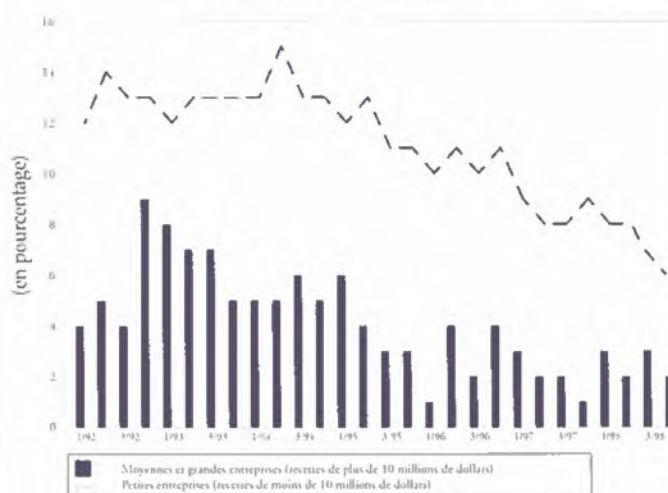


Figure 3 : Optimisme des fabricants
Croissance au cours du prochain trimestre



Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.

Figure 4 : Problèmes relatifs au fonds de roulement —
Petites, moyennes et grandes entreprises
de fabrication (par trimestre)



Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.

PRÊTS aux entreprises

Le volume des prêts de faible valeur (limite autorisée inférieure à 500 000 \$) consentis aux entreprises par les banques à charte a diminué de 4 % au deuxième trimestre de 1998 (figure 5). Celui des prêts de moyenne valeur (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars) n'a guère fluctué durant la même période (figure 6).

Figure 5 : Prêts de faible valeur* consentis aux entreprises par les banques à charte, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)



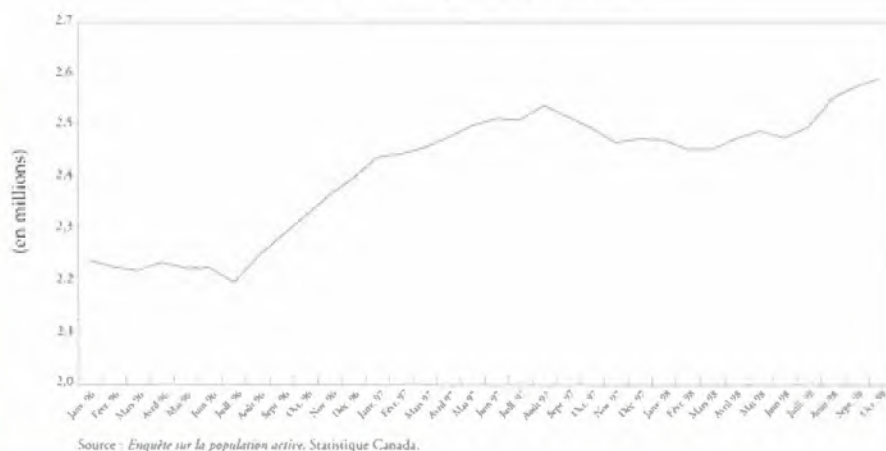
Figure 6 : Prêts de valeur moyenne* consentis aux entreprises par les banques à charte, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)



TRAVAIL indépendant

Après une augmentation marquée du nombre de travailleurs indépendants entre la fin de 1996 et août 1997, la progression du travail indépendant a ralenti jusqu'en avril 1998. Le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de 16 000 en octobre 1998. Cette sixième hausse enregistrée en sept mois porte à 116 000 l'augmentation totale nette du nombre de travailleurs indépendants depuis avril. Le pays comptait 2 592 900 travailleurs indépendants en octobre 1998, soit environ 18 % des personnes occupant un emploi (figure 7).

Figure 7 : Nombre de travailleurs indépendants au Canada, de 1996 à 1998





FAITS nouveaux

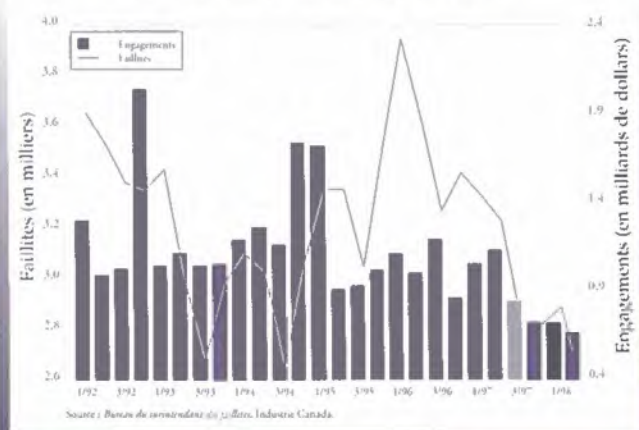
Industrie Canada et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante vous invitent officiellement à participer au 26^e congrès international de la petite entreprise (CIPE), qui se tiendra à Toronto du 12 au 15 octobre 1999.

FAILLITES commerciales

Le nombre de faillites a reculé de 2 886 au premier trimestre de 1998 à 2 715 au deuxième trimestre, soit une diminution de près de 6 %. Il s'agit d'une baisse de 16 % par rapport à l'année précédente. Au deuxième trimestre de 1998, la valeur du passif lié à ces faillites a diminué de 15 % par rapport au premier trimestre (figure 8).

Les secteurs du transport et de l'entreposage affichent l'amélioration la plus marquée par rapport à l'an dernier, soit un recul de 34 % du nombre de faillites. Viennent ensuite ceux de la santé et des services sociaux (31 %), de la pêche et du piégeage (30 %), de l'exploitation forestière et des services forestiers ainsi que de la construction (19 % chacun). En revanche, on a observé une augmentation de près de 31 % du nombre de faillites dans les industries de l'exploitation des mines et des carrières et de l'exploration pétrolière.

Figure 8 : Faillites commerciales et engagements connexes du 1^{er} trimestre de 1992 au 2^e trimestre de 1998



Le 14 octobre 1998, M. Richard Kohler, ambassadeur du Canada au Brésil, a officiellement invité au nom du gouvernement du Canada les quelque 1 400 délégués participant au Congrès international de la petite entreprise (CIPE) à Sao Paulo, au Brésil, à venir à Toronto pour le Congrès de 1999. Plus de 1 000 délégués provenant de 50 pays devraient se réunir au Metro Toronto Convention Centre du 12 au 15 octobre prochain, pour discuter sur le thème « La petite entreprise, c'est l'intelligence en affaires ». On comptera parmi les délégués des représentants d'administrations publiques, d'associations de gens d'affaires, d'associations industrielles, de cabinets d'experts-conseils en gestion et de banques ainsi que des enseignants, des agents de développement économique, des entrepreneurs et de nombreuses autres personnes intéressées à mettre en commun information et expérience, à créer des partenariats ou à nouer des relations commerciales. Des orateurs dynamiques participeront aux 20 séances plénières et tables rondes simultanées qui aideront les petites et moyennes entreprises à entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle en relevant les défis de gestion inhérents à la mondialisation de l'économie, aux progrès technologiques, à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et à la création d'un climat propice à l'entrepreneuriat.

Les participants seront appelés à prendre part activement aux séances plénières et aux tables rondes, qui se veulent très pragmatiques. Les responsables prévoient un mécanisme de jumelage d'entreprises, ce qui encouragera les délégations de PME à participer au Congrès pour y assurer le suivi d'occasions d'affaires amorcées grâce à un programme offert sur Internet. Les administrations publiques et les organismes d'aide aux entreprises peuvent aussi se servir du programme pour trouver des délégués avec qui échanger de l'information avant et pendant le Congrès.

Le 26^e CIPE se tiendra sous les auspices d'Industrie Canada et de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. À la fin novembre 1998, les grands commanditaires suivants étaient déjà confirmés : la

Banque de développement du Canada, l'Association des comptables généraux agréés du Canada, la ligne aérienne Canadien International ainsi que les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Plusieurs autres sociétés et administrations publiques devraient se joindre à ce groupe de défense des PME au cours des prochains mois.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec les responsables du CIPE par courriel (isbc1999@ic.gc.ca) ou visitez le site Web du CIPE (<http://strategis.ic.gc.ca/cipe>).

Projet pilote sur le commerce électronique

Grâce à Comptoirs communautaires commerciaux, projet pilote d'Industrie Canada sur le commerce électronique, plusieurs petites entreprises et organismes sans but lucratif font des affaires sur Internet en utilisant des outils de commerce électronique sûrs. Plus de 200 petites entreprises et organismes sans but lucratif participants, établis principalement dans des collectivités rurales, apprennent ainsi à exploiter un site Internet. En mai 1999, ils dévoileront publiquement leur stratégie, les leçons apprises et les résultats obtenus. Si vous désirez participer au projet, dont la promotion est assurée par Industrie Canada et ses commanditaires, il reste encore quelques places. Visitez le site Web (<http://www.communitystorefronts.com>).

Relancement du site Web Sources de financement à l'automne 1998

<http://strategis.ic.gc.ca/sources-f>

Sources de financement est un produit d'information diffusé sur Internet, qui aide les petites entreprises à trouver de l'information essentielle sur les sources de financement classiques ou sortant des sentiers battus, partout au Canada.

Il s'agit de l'un des produits les plus courus sur *Strategis*, site Web d'Industrie Canada. Le Ministère a relancé le nouveau *Sources de financement* après l'avoir enrichi et lui avoir refait une beauté. Les compétences de Barbara Orser et d'Allan Riding en matière de financement des petites entreprises ont été mises à profit puisqu'on a utilisé du matériel provenant de leur publication *Beyond the Banks* pour améliorer le contenu et la présentation du produit.

Sources de financement offre d'énormes possibilités de recherche. Ainsi, les utilisateurs ont accès à une vaste base de données où sont répertoriés les bailleurs de fonds canadiens. Cette base de données s'adapte à l'utilisateur, qui peut obtenir des résultats selon la région, le secteur d'activité, la somme nécessaire et l'objet du financement.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise — Hiver 1999

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 2 novembre 1998

PIB réel. Le PIB réel a augmenté de 1,8 % (taux annuel) au cours du deuxième trimestre de 1998, soit une progression moins marquée que la hausse de 3,4 % enregistrée au cours de la période précédente. Il s'agit de la plus faible augmentation trimestrielle en deux ans.

Économie. L'économie devrait connaître une bonne croissance cette année en raison de la demande accrue des consommateurs et des investissements importants. Selon les prévisions du secteur privé, elle progressera de 3,0 % en 1998 et de 2,2 % en 1999.

Emploi. Le nombre d'emplois a augmenté de 73 000 en septembre, ce qui représente un gain total de 349 000 emplois au cours des 12 derniers mois ou de 264 000 depuis le début de l'année. Le travail indépendant est responsable de la création d'emplois depuis le début de l'année dans une proportion de 38,3 %.

Taux de chômage. Le taux de chômage a été de 8,3 % en septembre, demeurant ainsi à son niveau le plus faible depuis août 1990.

Inflation. Le taux d'inflation s'établissait à 0,7 % en septembre. Il s'agit du taux le plus faible enregistré depuis le début de l'année. Si l'on exclut les aliments et l'énergie, le taux d'inflation était de 1,4 % en septembre, se situant ainsi dans la moitié inférieure de la plage de réduction de l'inflation de 1 à 3 % ciblée conjointement par la Banque du Canada et le ministre des Finances.

Taux d'hypothèque. Les taux d'hypothèque ont enregistré une baisse sensible en septembre et en octobre. Le taux pour cinq ans, qui se situe à 6,75 %, se rapproche de la valeur la plus faible depuis 20 ans.

Enquête sur la situation des entreprises. Selon l'*Enquête sur la situation des entreprises*, les fabricants prévoient pour le quatrième trimestre de 1998 une augmentation de leur production et une légère augmentation de leur effectif.

Utilisation de la capacité. Le taux d'utilisation de la capacité a augmenté de 5 points de pourcentage depuis le début de 1996. Il a montré alors que les entreprises accroissaient sensiblement leur capacité de production en investissant de montants considérables dans les usines et l'équipement.

Dollar canadien. En raison de la détérioration de la situation économique en Asie, le dollar canadien a atteint en août le plus bas niveau jamais vu, soit un peu plus de 0,63 \$US. Toutefois, il a légèrement remonté au cours des derniers mois.

Excédent sur marchandises. L'excédent sur marchandises a atteint en août un sommet sans précédent en plus d'une année, en raison de l'augmentation des exportations à destination des États-Unis.

Budget fédéral. Le budget fédéral affiche pour les cinq premiers mois de l'exercice 1998-1999 un excédent de 8 milliards de dollars, qui s'inscrit dans la foulée de l'excédent de 3,5 milliards enregistré pour l'exercice 1997-1998, en l'occurrence le premier excédent depuis 1969.



Deux nouveaux outils de calcul sont au nombre des principaux ajouts au produit. Ainsi, la Calculatrice location ou achat aide à déterminer s'il est préférable de louer ou d'acheter le matériel. Quant à la Calculatrice des frais bancaires pour PME (qui sera lancée sur *Sources de financement* au printemps 1999), elle aidera à comparer les frais entre les institutions financières canadiennes.

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE : *innombrables débouchés pour les PME*

Les petites et moyennes entreprises (PME) du Canada ne tardent pas à s'engager à fond dans le commerce électronique pour exploiter de nouveaux débouchés. En aménageant un comptoir commercial virtuel sur Internet, les PME peuvent être à la disposition des clients 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Pour faire leur publicité ou se livrer au commerce, les entreprises qui veulent développer ou étendre leurs marchés doivent de plus en plus assurer leur présence sur le Web.

Jenny's Floral Studio de Sarnia, en Ontario, a lancé son site Web de fleurs virtuelles au début de 1996. L'entreprise a commencé à

offrir ses services en direct, puis elle a vu son chiffre d'affaires brut doubler au cours de la première année et tripler au cours de la deuxième. « Lorsque nous avons décidé de prendre de l'expansion, nous nous sommes demandé ce que veulent les clients, se rappelle Tanya Wolff-Molson, présidente de l'entreprise. Internet semblait un choix logique pour le type de commerce que nous exploitons. »

Le gouvernement du Canada collabore étroitement avec le secteur privé pour créer un environnement propice au commerce électronique et faire du Canada d'ici l'an 2000 un chef de file mondial du développement et de l'utilisation de produits et de services destinés au commerce électronique.

La conférence ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulée *Un monde sans frontières : réaliser le plein potentiel du commerce électronique mondial* a récemment eu lieu sous les auspices du Canada à Ottawa du 7 au 9 octobre dernier. Quelque 900 délégués représentant plus de 41 pays y ont examiné d'importantes questions stratégiques concernant le commerce électronique à l'échelle mondiale.

Les chefs d'entreprise du Canada étaient fort bien représentés à la conférence au sein de la délégation canadienne, qui comptait également des représentants des administrations publiques, des organisations non gouvernementales, des syndicats et des groupes de consommateurs. « Nous avons constaté, ces derniers jours, à quel point la collaboration peut favoriser la création d'un environnement propice à l'essor du commerce électronique », a affirmé John Manley, ministre de l'Industrie, qui agissait à titre d'hôte et de président de la conférence.

La conférence a par ailleurs permis de faire connaître des innovations et des applications se rapportant au commerce électronique. Des entreprises du monde entier ont montré les plus récents développements technologiques dans le domaine.

Les discussions tenues à la conférence préparent le terrain sur la scène internationale pour assurer la croissance soutenue du commerce électronique. Les participants ont convenu d'une vision commune du commerce électronique mondial, établi les priorités en la matière et pris des engagements en vue de mettre en œuvre leur vision. Pour sa part, le Canada prend plusieurs mesures afin de demeurer un chef de file mondial de ce domaine florissant. « Nous intégrerons les conclusions de la conférence d'Ottawa dans notre politique intérieure, a précisé le ministre Manley. Le Canada possède une des stratégies les plus évoluées en matière de commerce électronique. Nous voulons rester à l'avant-garde en créant et en utilisant une technologie porteuse d'avantages socioéconomiques énormes pour le siècle prochain. »

L'OCDE a produit plusieurs documents d'information qui ont servi de base aux discussions dans le cadre de la conférence. On trouvera sur le site Web de l'OCDE (<http://www.oecd.org/dsti/it/ec/prod/sme18e.pdf>) l'un de ces documents, intitulé *Les PME et le commerce électronique*.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant la Stratégie canadienne sur le commerce électronique ou la conférence de l'OCDE, visitez les sites Web suivants :

- <http://com-e.ic.gc.ca>
- <http://www.ottawaoecdconference.org>

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise
Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise

Chef d'équipe : James Kendrick

Rédacteur : Rizak Abdullahi

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par le Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Rizak Abdullahi

Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise

Industrie Canada

Bureau 505A

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-3601

Télocopieur : (613) 954-5492

Adresse électronique : abdullahi.rizak@ic.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (Industrie Canada) 1998

ISSN 1205-9099

52477F

Also available in English under
the title *Small Business Quarterly*



Contient 10 p. 100 de matières
recyclées